

que nous avons lancés à la Réunion ministérielle de l'OCDE et au Sommet de Williamsburg. À la Réunion ministérielle, nous nous sommes donné deux tâches liées à notre approche de cette Conférence - premièrement, assurer que tous les pays profiteront de la reprise économique en cours; et deuxièmement, reconnaître que la reprise n'aura pas en elle-même des retombées automatiques suffisantes sur le tiers monde, et qu'il nous faudra collaborer pour promouvoir le développement et résoudre les problèmes structurels du sous-développement et de la pauvreté.

À Williamsburg, nous nous sommes aussi grandement intéressés à ce qui nous semblait être la dimension tiers-mondiste de plus en plus importante de nos problèmes économiques. Vous remarquerez d'ailleurs que le point 10 de la déclaration commune fait bonne mention des problèmes et des intérêts des pays en développement.

Le thème que notre distingué Secrétaire général a proposé pour cette Conférence - "Reprise et développement" - ne pourrait donc être plus approprié. Il semble répondre admirablement bien aux besoins du moment et résume bien l'interdépendance dynamique que nous acceptons tous. Les responsabilités de contribuer à cet objectif global incombent à chacun d'entre nous, quel que soit notre degré de richesse, notre stade de développement ou notre régime politique. Mais la question clé est de savoir comment nous traduirons ce thème dans nos travaux des toutes prochaines semaines.

Il ne fait pas de doute dans mon esprit que la CNUCED a un rôle important à jouer. Lorsque je me suis adressé à la quatrième conférence de la CNUCED à Nairobi en 1976, j'ai salué cette institution en disant qu'elle s'était taillé une réputation d'élément indispensable dans le système des mécanismes créés pour l'étude des questions économiques internationales et la recherche de solutions. Depuis, la CNUCED a poursuivi sa recherche d'un ordre mondial meilleur et plus équitable et, par le biais de ses mécanismes permanents, est devenue une instance reconnue de discussion et de recherche d'une meilleure compréhension et d'une action concrète en ce qui a trait aux questions pressantes du commerce et du développement dans le contexte nord-sud. Mais, pour être francs entre nous, je pense qu'il nous faut admettre que la réputation de la CNUCED se trouverait valorisée si nous, en tant que gouvernements membres, traitions cette institution avec plus de respect dans nos délibérations et si nous faisons montre d'une plus grande modération. Le problème ne vient bien sûr pas de l'institution elle-même, mais plutôt des gouvernements membres. Nous avons trop souvent tendance à nous rassembler pour faire montre de rhétorique, pour parler à la galerie, pour étaler nos joutes verbales, pour adopter des